

Dans l'indifférence, Gaza sombre dans le dénuement

7 février 2018



Soumis à un blocus israélien vieux de plus de dix ans, les millions de Palestiniens enfermés dans Gaza connaissent une situation dramatique qui ne soulève pourtant aucune indignation de la part de la « communauté internationale ». Et les mois à venir risquent d'être encore pires.

La matinée du 22 janvier 2018, les devantures des commerces de la bande de Gaza sont restées obstinément fermées, et dans l'après-midi les poings de centaines de ses habitants se sont levés avec colère en signe d'une ultime protestation contre la situation économique du territoire, à bout de souffle. Cette grève sera suivie trois jours après d'une nouvelle journée de mobilisation, faisant suite à la décision des États-Unis de geler 65 millions de dollars du budget annuel accordé à l'Office de secours et de travaux

des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (Unrwa, United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East). Le 29 janvier, le scénario se répète, et c'est au tour du personnel des agences onusiennes présentes à Gaza de s'emparer des rues.

Si cette situation précaire n'est pas nouvelle, les soulèvements successifs marquent cependant un point de rupture pour l'enclave palestinienne qui, face à des conflits pléthoriques et une **décennie de siège**, menace de s'effondrer sous le poids d'une crise humanitaire sans précédent.

Autrefois clef de voûte de la politique palestinienne au nationalisme défiant, la bande de Gaza n'est plus que le point névralgique des querelles secouant la Palestine actuelle, scindée en deux entre le parti du Fatah de Mahmoud Abbas — à la tête de l'Autorité palestinienne (AP) — et le Hamas d'Ismaël Haniyeh, contrôlant Gaza depuis sa prise de pouvoir en 2007. À la polarisation constante des divisions viennent s'ajouter un blocus prolongé et des conflits successifs, menant à une impasse qui semble avoir atteint son acmé : une décennie après l'accession au pouvoir du Hamas, la situation est alarmante tant sur le plan économique que social.

Malgré plusieurs **tentatives de réconciliation** — menées sans grande conviction — la **division administrative** et politique n'a de cesse de se répercuter avec fracas sur la fragile économie du territoire gazaoui. Les accords du Caire en 2011, de Doha en 2012, et de « Beach Camp » en 2014 n'ont eu que très peu d'écho sur la lutte fratricide qui agite les deux camps, tandis que la création par le Hamas d'un comité administratif en mars 2017 a poussé le Fatah à durcir une fois pour toutes ses relations avec son rival, portant alors un ultime coup dur au maigre espoir d'unité nationale.



Camp de réfugiés d'Al-Shati - À la nuit tombée, les rues sont plongées dans le noir, obligeant les habitants à s'éclairer avec des lampes de poche, des phares de voiture ou des feux de bois. © Chloe Sharrock /Circ

L'électricité, enjeu de discord

Au cœur de ces jeux de pouvoir constants, certaines denrées vitales deviennent alors un moyen de pression, non sans favoriser l'aggravation de la situation humanitaire déjà catastrophique. C'est ainsi qu'en juin 2017, l'AP décide de réduire de 35 % le paiement de l'électricité de Gaza versé habituellement à Israël, lequel ampute immédiatement de 60 mégawatt (MW) le courant injecté dans la bande. Le résultat ne se fait pas attendre : les habitants feront face à un déficit allant jusqu'à 21 heures de coupure de courant

quotidienne. Il faudra attendre un nouvel accord, signé le 12 octobre 2017 sous l'égide de l'Égypte, pour que l'électricité soit rétablie. Pour Mohamed Thabet, porte-parole de la compagnie de distribution d'électricité de Gaza, la situation reste cependant foncièrement préoccupante :

« Notre électricité provient de trois sources différentes : 120 MW d'Israël, 23 MW d'Égypte, et 50 MW de notre centrale électrique. En hiver, la demande s'élève à 600 MW de courant, mais nous n'en recevons qu'un tiers ! Et malgré les 60 MW supplémentaires d'Israël, nous n'aurons que 6 heures d'électricité par jour. Ce n'est pas suffisant, et les secteurs affectés sont nombreux : l'éducation, les systèmes de santé, l'aide humanitaire font face à de graves problèmes en raison de ces restrictions. »

Le manque d'électricité est le point de départ d'une suite sans fin de conséquences socio-économiques. Les centrales d'épuration et de dessalinisation d'eau constamment à l'arrêt faute de courant précipitent Gaza dans un fossé où s'entremêlent problèmes environnementaux et sanitaires. Avec seulement 12 heures par semaine d'accès à l'eau et une nappe phréatique au seuil de l'épuisement, la population n'a accès aujourd'hui qu'à 5 % d'eau potable. En parallèle, 180 millions de litres d'eau usée sont déversés chaque jour dans la mer, menaçant l'instable écosystème rattaché au territoire.



Les structures de santé sont elles aussi dans une impasse critique puisque des milliers de vies dépendent d'équipements médicaux fonctionnant à l'électricité. Des solutions existent, dont les plus répandues sont les générateurs ou les batteries UPS, mais elles restent cependant insupportables et trop onéreuses. L'hôpital pour enfants Al-Doura a certes tenté d'installer des panneaux solaires sur son toit (un moyen également employé par la municipalité ou les commerçants les plus riches), mais l'investissement de départ est disproportionné en comparaison des résultats obtenus.

Quant aux générateurs, que l'on devine aisément au rugissement incessant provenant de la cour de l'hôpital Al-Chifa, l'une des plus larges structures de santé de Gaza, c'est jusqu'à 300 litres de fuel par heure qui sont nécessaires à leurs fonctionnements, soit un coût estimé à 4 000 dollars/jour (3 210 euros). Et, fonctionnant jusqu'à 20 heures quotidiennement alors qu'ils ne sont conçus que pour une moyenne de 8 heures, les engins menacent de lâcher à tout moment — une conséquence qui pourrait coûter la vie à des centaines de patients.



C'est l'air soucieux que le D^r. Ayman Al-Sahbani, chef des urgences de l'hôpital, s'exprime sur la situation :

« C'est vraiment délicat, certains départements nécessitent de l'électricité 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, comme celui de la dialyse ou des soins néonataux intensifs, où plus de 150 nourrissons dépendent d'incubateurs pour être maintenus en vie. Nous sommes également obligés de repousser certaines opérations pour prioriser l'utilisation du fuel du générateur. De surcroît, les employés ne reçoivent pas leur salaire, et nous manquons de beaucoup de médicaments et d'équipement. »

Dix ans de blocus

Le blocus imposé par Israël et l'Égypte vient en e ?et ajouter aux restrictions de courant une di ?culté supplémentaire de taille : les réserves de médicaments s'épuisent et font face à un déficit de 35 %, tandis que les patients les plus malades peinent à obtenir une autorisation de sortie de territoire qui leur permettrait d'obtenir des soins adaptés. En parallèle, la fourniture de fuel est régulièrement victime de l'embargo. Une situation dont l'hôpital Beit Hanoun a fait les frais le 29 janvier dernier et qui l'a obligé à suspendre certains de ses services et transférer en urgence des centaines de patients vers un autre établissement.

Depuis 2007, suite à la prise du pouvoir par le Hamas, la circulation des biens comme des personnes s'est vue totalement limitée par la mise en place d'un blocus par Israël et l'Égypte, qui continue actuellement d'achopper toute possibilité de reconstruction économique. Pour le territoire, étioilé par les conflits et les tensions, ce blocus externe de longue date est ressenti comme une ultime sanction qui s'abat sur l'ensemble de la population. Entravant tout flux humain ou matériel et toute possibilité de sortie pour les habitants, il a valu à maintes reprises la qualification de la bande de Gaza de « prison à ciel ouvert ».

Les commerçants et marchands se trouvent désormais dans l'incapacité d'exporter leurs biens, ce qui représentait pourtant l'une des sources principales de revenus pour une grande partie de la population. Et tandis que le secteur privé a été mis à genoux par les restrictions drastiques à l'exportation, l'importation

de nombreux matériaux de construction a été en parallèle interdite par Israël au motif qu'ils pourraient être utilisés à des fins militaires par le Hamas, notamment pour la confection d'armes. Gaza a ainsi souffert dès 2008, année suivant la mise en place du blocus, d'une baisse de 75 % du nombre de camions important de la marchandise dans le territoire. Et aujourd'hui encore, environ 5 000 biens sont retenus à la frontière parmi lesquels du bois, des câbles électriques, des ascenseurs ou des équipements médicaux.



Sud de Gaza - De nombreux immeubles détruits lors du conflit de 2014 n'ont pas encore été reconstruits. © Chloe Sharrock /Circ

Invivable en 2020 ?

La [reconstruction](#) est pourtant une absolue nécessité compte tenu des guerres consécutives qui ont ravagé les 360 kilomètres carrés du territoire. Actuellement plus de 30 000 personnes attendent toujours d'être relogées suite au [conflit de 2014](#), durant lesquels 17 800 habitations ont été totalement détruites et 170 000 détériorées.

Par ailleurs, les conflits ont certes mobilisé l'aide de la communauté internationale, mais l'attention portée aux efforts de reconstruction intrinsèque aux conflits réguliers a inévitablement détourné l'attention d'autres projets de fond pourtant indispensables au développement économique de Gaza sur le long terme. Ils ont en parallèle tenu à l'écart des investissements qui auraient permis une réhabilitation structurelle de la société établie sur une base solide et résolument tournée vers l'avenir.

Face à cette impasse protéiforme qui joue les prolongations, il est difficile de ne pas penser au rapport publié par les Nations unies en 2012, [Gaza in 2020 : a Liveable Place ?](#), qui alertait déjà du risque que Gaza devienne inhabitable d'ici 2020 si aucune mesure concrète n'était prise. [Gaza, 10 ans après](#), un autre rapport publié en juillet 2017 par le United Nations Country Team in the occupied Palestinian territory (Unsc) vient faire écho à l'urgence de la situation qui engage Gaza dans une course contre la montre à l'issue de laquelle ne semble se dessiner aucun dénouement.

L'Unrwa, dernier rempart avant la catastrophe humanitaire

Alors que la population dépend entièrement des aides extérieures, avec notamment plus de la moitié des habitants vivant sous le seuil de pauvreté et en insécurité alimentaire, la décision des États-Unis en janvier d'amputer de 65 millions de dollars son aide à l'United Nations Relief and Works Agency (Unrwa) — l'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens — tombe comme un couperet alors que la situation atteint un point de non-retour. Un simple coup d'œil aux [chi ?res](#) des infrastructures en place su ?t à saisir l'ampleur de l'aide indispensable de l'Unrwa dans un territoire aussi a ?faibli que Gaza : 267 écoles, 21 centres de santé, 16 centres de services sociaux et quasiment 12 500 membres du personnel. Quelque 8 camps de réfugiés, parmi les plus densément peuplés au monde, font également de la société gazaouie une population particulièrement vulnérable.

Au-delà des conséquences strictement financières, le gel de l'aide risque d'exacerber la rupture entre les di ?érents acteurs du processus de paix du conflit israélo-palestinien, notamment l'AP et les États-Unis dont les relations se sont nettement détériorées suite à la décision de Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël.



Devant des bureaux de l'Unrwa - Un Gazaoui se réchauffe avec un grand feu devant un bâtiment de l'Unrwa. © Chloe Sharrock /Circ

Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies, a par ailleurs très justement souligné la dualité indissociable du rôle de l'Unrwa lors d'une conférence de presse donnée le 16 janvier 2018 à New York :

« Les services [de l'Unrwa] sont d'une extrême importance, pas seulement pour le bien-être de la population (...), mais aussi — selon moi, mais également selon la plupart des observateurs internationaux dont certains sont Israéliens — comme un important facteur de stabilité. »

Une stabilité qui se montre pourtant menacée à l'heure actuelle, au moment où les désaccords récents et

les accusations fusent de toutes parts. Pour le gouvernement israélien, l'Unrwa attise la haine contre les Israéliens et soutient le Hamas, qu'il considère comme un groupe terroriste. Pour les Palestiniens, le gel de l'aide est une concession de plus à Israël venant des États-Unis et une humiliation supplémentaire qui justifie leur refus de voir plus longtemps l'Amérique de Trump comme médiateur de paix légitime. Viennent s'ajouter à cela les démêlés opposants inlassablement les deux partis palestiniens, qui cherchent un terrain d'entente, sans résultat jusqu'à présent.

Une dynamique unitaire et une résolution du conflit intrapalestinien se placent pourtant comme conditions sine qua none d'un apaisement des tensions externes, avant de prétendre poser les fondations d'une paix durable dans la région. Ce n'est qu'en replaçant Gaza au centre des enjeux politiques internationaux qu'il sera possible d'ouvrir un dialogue concret avec les autres acteurs du conflit, et ainsi entrevoir une sortie de crise pour le territoire.

Chloe Sharrock

Visuel : De jeunes vendeurs ambulants, port de Gaza City. © Chloe Sharrock /Circ.

Lire aussi : [Sur le site d'Orient XXI](#)

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [S'informer](#) > [Actualités](#) >
- Adresse de cet article :
<http://plateforme-palestine.org/Dans-l-indifference-Gaza-sombre-dans-le-denuement>